

PLATEFORME ÉLECTORALE 2019

Anciens combattants : Épauler les hommes et les femmes qui se sont sacrifiés pour notre pays

ACCUEIL (/) / PLATEFORME (/PLATEFORME)

/ ANCIENS COMBATTANTS : ÉPAULER LES HOMMES ET LES FEMMES QUI SE SONT SACRIFIÉS POUR NOTRE PAYS

Enjeu

Les Forces armées canadiennes ont une fière histoire et font partie des forces militaires les plus compétentes et les plus respectées au monde.

Malheureusement, les gouvernements libéraux et conservateurs successifs ont en grande partie choisi d'oublier cette fière histoire. Ils ont privé nos forces militaires de fonds, d'équipements et de soutien, et ont brisé le lien de confiance avec ceux qui ont pris l'engagement exceptionnel de mettre leur vie en péril dans l'intérêt du pays.

Toute armée dépend du caractère des hommes et des femmes qui s'engagent. Le moyen le plus rapide de démoraliser et de fragiliser l'armée d'un pays est de ne pas prendre en charge les soldats blessés lorsqu'ils rentrent chez eux ou de ne pas subvenir aux besoins des familles de ceux qui ne sont pas revenus.

Faits

Jusqu'en 2006, les anciens combattants blessés ou rendus invalides durant leur service militaire recevaient une pension d'invalidité à vie non imposable en vertu de la *Loi sur les pensions*, telle que déterminée par l'évaluation de leur invalidité, comprenant un soutien et une pension de

survivant pour les conjoints et les enfants à charge.

Le 1er avril 2006, la Nouvelle Charte des anciens combattants a remplacé ces pensions par un versement unique forfaitaire d'invalidité tout à fait insuffisant, laissant de nombreux anciens combattants blessés et handicapés dans une situation financière difficile. Il a créé deux classes d'anciens combattants.

Le gouvernement Trudeau a fait campagne pour le rétablissement d'une pension d'invalidité permanente, une « pension à vie », qui équivaut à un mélange d'avantages existants, recyclés et reconditionnés. Le Directeur parlementaire du budget a calculé que le programme de la pension à vie fournit à l'ancien combattant moyen des paiements tout au long de sa vie qui correspondent à moins du tiers de ce qu'il aurait reçu en vertu de la *Loi sur les pensions*. De plus, il est devenu de plus en plus difficile pour les anciens combattants de s'y retrouver dans tous les programmes et d'obtenir les prestations auxquelles ils ont droit.

Lorsqu'un ancien combattant qui avait perdu une jambe a demandé à Justin Trudeau, lors d'une assemblée publique, pourquoi son gouvernement continuait de se battre contre des groupes d'anciens combattants qui tentaient d'obtenir le soutien promis, Trudeau a déclaré: « Parce qu'ils demandent plus que ce que nous sommes en mesure de leur donner maintenant ».

Notre plan

Le gouvernement du Canada a l'obligation de respecter l'engagement sacré du pays envers nos militaires, hommes et femmes, et de veiller à ce que nos anciens combattants reçoivent le soutien qu'ils méritent.

Un gouvernement du Parti populaire :

- Reconnaîtra et respectera les sacrifices uniques de ceux et celles qui servent et qui ont servi dans les Forces armées canadiennes.
- Inscrit dans la loi les obligations du pays envers nos anciens combattants dans un Pacte militaire entre le gouvernement et ceux qui servent dans les forces armées.
- Rétablira la pension d'invalidité équitable que prévoyait auparavant la *Loi sur les pensions*. La pension s'appliquera de manière rétroactive à 2006 et les paiements forfaitaires reçus depuis lors seront traités comme des paiements anticipés.
- Entreprendra un examen exhaustif de la Nouvelle Charte des anciens combattants (y compris la *Loi améliorant la Nouvelle Charte des anciens combattants* de 2011) afin de déterminer les politiques et les programmes à conserver, de simplifier le système et de s'y retrouver plus facilement.
- Remettra l'accent sur la garantie législative du critère de « bénéfice du doute » en vertu de la *Loi sur les pensions*.

Imprimer la version PDF : [Recto](#)

<https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/3189/attachments/original>

[/1567022997/veterans_front_FR.pdf?1567022997](#)) / Verso

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/3189/attachments/original/1566413317/veterans_back_FR.pdf?1566413317)

A banner with a dark blue background and a red border. On the right side, there is a profile photograph of Maxime Bernier in a dark suit and tie. On the left side, the text is written in white and red. The text reads: "SIGNEZ CETTE PÉTITION" in red, followed by "POUR EXIGER QUE **MAXIME BERNIER**" in white, and "PARTICIPE AUX DÉBATS DES CHEFS" in white.

SIGNEZ CETTE PÉTITION
POUR EXIGER QUE **MAXIME BERNIER**
PARTICIPE AUX DÉBATS DES CHEFS

https://www.partipopulaireducanada.ca/envoyez_maxime_au_debats)

Inscrivez-vous à notre infolettre gratuite

Vous n'êtes pas membre du Parti populaire du Canada? Vous pouvez vous inscrire pour recevoir notre infolettre!

(Les membres du PPC n'ont pas besoin de s'inscrire, ils la reçoivent automatiquement.)

<input type="text"/>	SOUMETTRE
----------------------	------------------

PLATEFORME ÉLECTORALE 2019

Identité canadienne : Mettre fin au multiculturalisme officiel et préserver les valeurs et la culture canadiennes

ACCUEIL (/) / PLATEFORME (/PLATEFORME)

/ IDENTITÉ CANADIENNE : METTRE FIN AU MULTICULTURALISME OFFICIEL ET PRÉSERVER LES VALEURS ET LA CULTURE CANADIENNES

Enjeu

Une nation doit être basée sur un sentiment d'appartenance, de participation à un projet national commun et de partage des mêmes valeurs. Ce n'est que lorsque ces sentiments sont largement partagés que nous pouvons développer la confiance et la compréhension commune nécessaires au fonctionnement de notre société et de nos institutions.

Dans le passé, les immigrants qui sont venus au Canada se sont graduellement intégrés à notre société. Ils ont bien sûr gardé certains aspects de la culture de leur pays d'origine. Ils sont devenus canadiens, mais avec une saveur distincte. C'est un type de multiculturalisme qui enrichit notre société.

Cependant, au cours des dernières décennies, le gouvernement du Canada a adopté une politique de multiculturalisme officiel qui encourage les immigrants à conserver les valeurs et la culture qu'ils ont laissées au lieu de s'intégrer à la société canadienne et d'adopter les valeurs et la culture canadiennes.

Avec son culte de la diversité, Justin Trudeau a poussé cette idéologie encore plus loin dans une forme de multiculturalisme extrême. Il a décrit le Canada comme le premier État post-national, sans identité de base.

Dans une société libre, les immigrants ont le droit de choyer et de préserver leur patrimoine culturel. Toutefois, cela ne signifie pas que nous ayons aucune obligation de les aider à le préserver, avec les programmes gouvernementaux et l'argent des contribuables. La grande majorité des Canadiens s'attendent à juste titre à ce qu'ils connaissent notre histoire et notre culture, maîtrisent l'une de nos langues officielles et adoptent des valeurs canadiennes largement partagées.

Faits

Le Canada est et a toujours été un pays diversifié. Notre pays comprend les Premières nations et les Inuits, deux langues officielles, une population multiethnique et des cultures régionales très différentes. La culture du Cap-Breton est très différente de celle des Cantons de l'Est au Québec, du sud de l'Alberta ou du Nunavut. Toutes ces cultures sont intrinsèquement canadiennes. Elles se sont développées au Canada. Elles n'existent nulle part ailleurs dans le monde. Elles méritent d'être préservées.

Nos valeurs distinctes sont celles de la civilisation occidentale contemporaine. Elles incluent : la démocratie; les droits et libertés individuels, y compris la liberté religieuse et la liberté de critiquer la religion; l'égalité entre hommes et femmes, l'égalité de traitement de tous les citoyens sans distinction d'appartenance ethnique, de religion ou d'orientation sexuelle, la primauté du droit, la séparation de l'État et de la religion, la tolérance et le pluralisme, et la loyauté envers la société dans son ensemble plutôt qu'envers son clan ou sa tribu.

Notre plan

Le multiculturalisme officiel repose sur l'idée qu'il n'existe pas de société canadienne unifiée ni d'identité canadienne distincte auxquelles s'intégrer, et que nous ne sommes qu'une collection de tribus ethniques et religieuses vivant côte à côte. Mais si nous voulons garder notre pays uni et assurer la cohésion sociale, nous devons nous concentrer sur ce qui nous unit en tant que Canadiens et non sur ce qui nous divise.

Un gouvernement du Parti populaire :

- Abrogera la *Loi sur le multiculturalisme* et supprimera tout financement destiné à promouvoir le multiculturalisme. Il mettra plutôt l'accent sur l'intégration des immigrants dans la société canadienne.
- Réduira considérablement le nombre total d'immigrants et de réfugiés que nous acceptons chaque année, pour le faire passer de 350 000 à entre 100 000 et 150 000 ([voir politique sur l'Immigration \(https://www.partipopulaireducanda.ca/immigration_reduire_les_seuils_et_prioriser_les_immigrants_qualifies\)](https://www.partipopulaireducanda.ca/immigration_reduire_les_seuils_et_prioriser_les_immigrants_qualifies)).

- Veillera à ce que chaque personne souhaitant immigrer au Canada passe une entrevue en personne et réponde à une série de questions spécifiques afin d'évaluer dans quelle mesure elle s'aligne sur les valeurs et normes canadiennes ([voir politique sur l'Immigration](https://www.partipopulaireducanada.ca/immigration_reduire_les_seuils_et_prioriser_les_immigrants_qualifies) (https://www.partipopulaireducanada.ca/immigration_reduire_les_seuils_et_prioriser_les_immigrants_qualifies)).

Imprimer la version PDF : [Recto](#)

(https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/3181/attachments/original/1567518606/multiculturalism_front_FR.pdf?1567518606) / [Verso](#)

(https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/3181/attachments/original/1567518568/multiculturalism_back_FR.pdf?1567518568)

A banner with a dark blue background and a red border. On the right side, there is a profile photograph of Maxime Bernier in a suit. The text on the left is in white and red. The text reads: "SIGNEZ CETTE PÉTITION" in red, "POUR EXIGER QUE MAXIME BERNIER" in white, and "PARTICIPE AUX DÉBATS DES CHEFS" in white.

SIGNEZ CETTE PÉTITION
POUR EXIGER QUE **MAXIME BERNIER**
PARTICIPE AUX **DÉBATS DES CHEFS**

(https://www.partipopulaireducanada.ca/envoyez_maxime_au_debats)

Inscrivez-vous à notre infolettre gratuite

Vous n'êtes pas membre du Parti populaire du Canada? Vous pouvez vous inscrire pour recevoir notre infolettre!

(Les membres du PPC n'ont pas besoin de s'inscrire, ils la reçoivent automatiquement.)

<input type="text"/>	SOUMETTRE
----------------------	------------------

PLATEFORME ÉLECTORALE 2019

Réfugiés : Mettre fin à la politique des frontières ouvertes et prioriser les groupes persécutés

ACCUEIL (/) / PLATEFORME (/PLATEFORME)

/ RÉFUGIÉS : METTRE FIN À LA POLITIQUE DES FRONTIÈRES OUVERTES ET PRIORISER LES GROUPES PERSÉCUTÉS

Enjeu

Le gouvernement libéral tente délibérément d'effacer nos frontières. Au cours des trois dernières années, il n'a rien entrepris pour faire cesser le flux de dizaines de milliers de demandeurs d'asile qui franchissent illégalement nos frontières. Accepter tous ces réfugiés coûtera des milliards de dollars aux contribuables canadiens.

De plus, en 2018, le Canada a accueilli plus de réfugiés réinstallés que n'importe quel autre pays occidental; plus que les États-Unis, un pays dix fois plus peuplé que nous, et autant que l'ensemble de l'Union européenne.

Le Pacte mondial pour les migrations des Nations Unies, que le gouvernement libéral a signé l'année dernière, vise à normaliser ce type de situation et à faciliter la migration de millions de personnes au Canada et dans d'autres démocraties occidentales.

Faits

Depuis le début de 2017, plus de 45 000 migrants sont entrés illégalement au Canada, principalement à Roxham Road au Québec, évitant les postes frontaliers officiels où ils seraient refoulés et invités à déposer des demandes d'asile aux États-Unis. Environ 40 % des demandes

d'asile traitées ont été rejetées. Ces faux réfugiés devront éventuellement être déportés, après avoir coûté des dizaines de milliers de dollars chacun aux gouvernements.

Un rapport du Directeur parlementaire du budget a révélé que le gouvernement fédéral dépensait en moyenne environ 14 000 \$ par demandeur d'asile entrant au Canada en dehors des postes frontaliers officiels. Le coût annuel total du traitement de ces demandes par les agences fédérales devrait atteindre 396 millions \$ en 2019-2020. Il n'inclut pas les dépenses engagées par les provinces, les territoires ou les municipalités, qui couvrent les frais liés aux services sociaux.

Notre plan

Notre politique actuelle pour les réfugiés est insoutenable, coûteuse, et fait l'objet d'abus par de faux réfugiés à nos frontières. Cela doit cesser. Le gouvernement du Canada a l'obligation morale d'aider d'abord les Canadiens qui sont dans le besoin, puis de donner la priorité aux vrais réfugiés.

Un gouvernement du Parti populaire :

- Acceptera un nombre moins élevé de réfugiés ([voir également la politique sur l'Immigration \(https://www.partipopulaireducanada.ca/immigration_reduire_les_seuils_et_prioriser_les_immigrants_qualifies\)](https://www.partipopulaireducanada.ca/immigration_reduire_les_seuils_et_prioriser_les_immigrants_qualifies)).
- Prendra toutes les mesures nécessaires, en partenariat avec nos voisins américains, pour mettre fin au flux de migrants illégaux à la frontière.
- Considérera toute la frontière comme un point d'entrée officiel et renverra aux États-Unis quiconque tentera d'entrer illégalement.
- Instaurera des barrières là où l'entrée illégale de réfugiés est un problème important, comme à Roxham Road au Québec.
- Comptera sur les parrainages privés au lieu de laisser le gouvernement assumer tous les coûts de la réinstallation des réfugiés au Canada.
- Cessera de s'en remettre aux Nations Unies pour la sélection des réfugiés.
- Donnera la priorité aux réfugiés appartenant à des groupes persécutés qui n'ont nulle part où aller dans les pays voisins. Par exemple : les chrétiens, les yézidis et les membres d'autres religions minoritaires dans les pays à majorité musulmane; les membres de la communauté ahmadie et d'autres musulmans de ces pays qui sont persécutés parce qu'ils rejettent l'islam politique et adhèrent aux valeurs occidentales; et les membres des minorités sexuelles.
- Retirera le Canada du Pacte mondial pour les migrations des Nations Unies.

Imprimer la version PDF : [Recto](#)

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/3172/attachments/original/1567518629/refugees_front_FR.pdf?1567518629 / [Verso](#)

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/3172/attachments/original/1567518604/refugees_back_FR.pdf?1567518604

SIGNEZ CETTE PÉTITION

POUR EXIGER QUE **MAXIME BERNIER**
PARTICIPE AUX **DÉBATS DES CHEFS**



(https://www.partipopulaireducanada.ca/envoyez_maxime_au_debats)

Inscrivez-vous à notre infolettre gratuite

Vous n'êtes pas membre du Parti populaire du Canada? Vous pouvez vous inscrire pour recevoir notre infolettre!

(Les membres du PPC n'ont pas besoin de s'inscrire, ils la reçoivent automatiquement.)

<input type="text"/>	SOUMETTRE
----------------------	------------------

PLATEFORME ÉLECTORALE 2019

Immigration : Réduire les seuils et prioriser les immigrants qualifiés

ACCUEIL (/) / PLATEFORME (/PLATEFORME)

/ IMMIGRATION : RÉDUIRE LES SEUILS ET PRIORISER LES IMMIGRANTS QUALIFIÉS

Enjeu

L'objectif premier de la politique d'immigration du Canada devrait être d'apporter des avantages économiques aux Canadiens et au Canada dans son ensemble. Elle ne devrait pas être utilisée pour modifier de force le caractère culturel et le tissu social de notre pays. Et elle ne devrait pas imposer aux Canadiens un fardeau financier excessif dans la poursuite d'objectifs humanitaires.

Même si le Canada accepte déjà plus d'immigrants que presque tous les autres pays, les libéraux et les conservateurs sont favorables à une augmentation injustifiable des seuils annuels d'immigration et se servent de l'immigration de masse comme un outil politique pour acheter des votes parmi les communautés immigrantes.

Faits

À l'heure actuelle, seulement 26 % de tous les immigrants et réfugiés qui arrivent au Canada chaque année sont directement choisis parce qu'ils possèdent les qualifications et l'expérience de travail requises pour répondre à nos besoins économiques. Les autres sont des personnes à charge (conjointes et enfants), ont été reçus par l'entremise du programme de réunification familiale ou en tant que réfugiés, ne travaillent pas, ou ne possèdent pas les compétences dont nous avons besoin même s'ils trouvent du travail.

Les immigrants ont généralement des salaires plus bas que les non-immigrants. Ils paient en moyenne environ la moitié de l'impôt sur le revenu que paient les autres Canadiens, mais bénéficient de services gouvernementaux à peu près équivalents. Une étude estime le coût

pour les contribuables en 2014 à environ 5300 \$ par immigrant vivant au Canada, pour un coût annuel total compris entre 27 et 35 milliards \$.

Des études démographiques ont montré que les nouveaux arrivants sont en moyenne un peu plus jeunes que les Canadiens, mais pas suffisamment pour avoir un impact notable sur le taux de vieillissement. Le gouvernement libéral a aggravé la situation en augmentant le nombre de parents et de grands-parents acceptés dans le cadre du programme de réunification familiale.

L'immigration de masse gonfle aussi les prix du logement. Plus de 41 % de tous les immigrants au Canada s'établissent dans les grandes régions de Toronto et de Vancouver, où les prix des maisons sont parmi les moins abordables des grandes villes du monde.

Notre plan

Notre politique d'immigration ne peut profiter aux Canadiens que si nous accueillons le bon type d'immigrants. Elle devrait prioriser les intérêts économiques du Canada et être calibrée de manière à ne pas compromettre les valeurs canadiennes et le maintien de notre identité nationale.

Un gouvernement du Parti populaire :

- Réduira considérablement le nombre total d'immigrants et de réfugiés que nous acceptons chaque année, pour le faire passer de 350 000 à entre 100 000 et 150 000, selon les circonstances économiques et autres.
- Réformera le système de points et les programmes associés pour que notre politique d'immigration soit axée sur l'acceptation d'une proportion plus importante d'immigrants économiques possédant les compétences voulues.
- Acceptera moins de réfugiés réinstallés (**[voir politique sur les Réfugiés \(https://www.partipopulaireducanda.ca/refugies_mettre_fin_la_politique_des_frontieres_ouvertes_et_prioriser_les_groupes_persecutes\)](https://www.partipopulaireducanda.ca/refugies_mettre_fin_la_politique_des_frontieres_ouvertes_et_prioriser_les_groupes_persecutes)**) et limitera le nombre d'immigrants reçus dans le cadre du programme de réunification familiale, notamment en supprimant la catégorie des parents et grands-parents.
- Limitera le nombre de travailleurs étrangers temporaires et s'assurera qu'ils occupent des postes réellement temporaires et ne concurrencent pas de façon déloyale les travailleurs canadiens.
- Veillera à ce que chaque personne souhaitant immigrer au Canada passe une entrevue en personne et réponde à une série de questions spécifiques afin d'évaluer dans quelle mesure elle s'aligne sur les valeurs et normes canadiennes (**[voir politique sur l'Identité canadienne \(https://www.partipopulaireducanda.ca/identite_canadienne_mettre_fin_au_multiculturalisme_officiel_et_preserver_les_valeurs_et_la_culture_canadiennes\)](https://www.partipopulaireducanda.ca/identite_canadienne_mettre_fin_au_multiculturalisme_officiel_et_preserver_les_valeurs_et_la_culture_canadiennes)**).
- Augmentera les ressources du SCRS, de la GRC et d'Immigration et Citoyenneté Canada afin de mener ces entrevues et de vérifier rigoureusement les antécédents de toutes les catégories d'immigrants.

SIGNEZ CETTE PÉTITION

POUR EXIGER QUE **MAXIME BERNIER**
PARTICIPE AUX **DÉBATS DES CHEFS**



(https://www.partipopulaireducanada.ca/envoyez_maxime_au_debats)

Inscrivez-vous à notre infolettre gratuite

Vous n'êtes pas membre du Parti populaire du Canada? Vous pouvez vous inscrire pour recevoir notre infolettre!

(Les membres du PPC n'ont pas besoin de s'inscrire, ils la reçoivent automatiquement.)

<input type="text"/>	SOUMETTRE
----------------------	------------------

PLATEFORME ÉLECTORALE 2019

Pipelines : Permettre à notre industrie pétrolière et gazière de croître

ACCUEIL (/) / PLATEFORME (/PLATEFORME)

/ PIPELINES : PERMETTRE À NOTRE INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE DE CROÎTRE

Enjeu

Sous l'influence de militants écologistes radicaux et de fondations de gauche américaines, le gouvernement Trudeau a tout mis en œuvre pour freiner la croissance de l'industrie pétrolière canadienne en l'empêchant de transporter et de vendre ses produits.

Avec le projet de loi C-48, les libéraux ont interdit la circulation des pétroliers sur la côte nord de la Colombie-Britannique, ce qui a entraîné l'annulation des projets de pipeline Northern Gateway et Eagle Spirit. Après des années d'incertitude juridique, les investisseurs se sont retirés du projet d'expansion du pipeline Trans Mountain et l'ont vendu au gouvernement fédéral pour 4,5 milliards de dollars. On ne sait toujours pas quand il sera complété.

Les exigences environnementales irréalistes de l'Office national de l'énergie ont également signé l'arrêt de mort du pipeline Énergie Est. Enfin, le projet de loi C-69 rend le processus de construction de pipelines et autres grands projets énergétiques tellement complexe et difficile qu'il pourrait empêcher tout nouvel investissement. Entre autres, il exige que les projets soient analysés en fonction de « l'intersection du sexe et du genre avec d'autres facteurs d'identité ».

En raison de ces contraintes, les investissements dans l'industrie pétrolière et gazière se sont effondrés, passant de 81 milliards de dollars en 2014 à 37 milliards de dollars en 2019. Notre dépendance excessive à l'égard du marché américain pour les exportations coûte également à l'économie canadienne des milliards de dollars en pertes de revenus chaque année. L'économie

albertaine a subi un revers majeur, avec des dizaines de milliers d'emplois disparus dans le secteur pétrolier et de nombreux autres dans les communautés locales dépendantes de cette industrie.

Faits

La chercheuse Vivian Krause a passé des années à documenter une campagne bien organisée visant à empêcher le transport du pétrole canadien, financée par des fondations américaines telles que le Rockefeller Brothers Fund et la Tides Foundation. Presque tous les groupes impliqués dans divers types de campagnes et de procès contre la construction de pipelines ont reçu de l'argent de ces fondations.

Malgré l'émergence de sources d'énergie alternatives, la demande mondiale de pétrole devrait continuer d'augmenter pendant encore plusieurs décennies. Le Canada possède les troisièmes plus grandes réserves de pétrole au monde et est bien placé pour répondre à cette demande.

Si ce pétrole ne vient pas de l'Alberta et de la Saskatchewan, il viendra d'ailleurs, principalement de pays peu respectueux de l'environnement ou des droits humains, tels que la Russie, l'Arabie saoudite et le Venezuela. Et s'il n'est pas transporté par pipeline, il le sera par train, une méthode beaucoup plus dangereuse pour l'environnement et les humains, comme on l'a vu avec la tragédie de Lac-Mégantic.

Notre plan

L'industrie pétrolière et gazière est depuis des décennies une source majeure d'emplois, de revenus pour les gouvernements, et de prospérité économique pour l'ensemble du Canada. On devrait lui permettre de se développer, d'exporter ses produits et d'apporter la prospérité à notre pays.

Un gouvernement du Parti populaire :

- Contrera la propagande anti-pétrole et anti-pipeline émanant d'écologistes radicaux et de fondations étrangères.
- Abrogera le projet de loi C-48.
- Abrogera le projet de loi C-69.
- Approuvera les projets de pipeline en utilisant un processus simplifié.
- Trouvera un acheteur privé pour Trans Mountain.
- Réaffirmera la compétence fédérale sur la construction de pipelines en invoquant l'article 92(10) de notre Constitution, en vertu duquel le Parlement peut déclarer tout projet comme étant pour l'avantage général du Canada.

Imprimer la version PDF : [Recto](#)

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/2948/attachments/original/1564143311/pipelines_FR_front.pdf?1564143311 / [Verso](#)

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/2948/attachments/original/1564143266/pipelines_FR_back.pdf?1564143266

SIGNEZ CETTE PÉTITION

POUR EXIGER QUE **MAXIME BERNIER**
PARTICIPE AUX **DÉBATS DES CHEFS**



(https://www.partipopulaireducanada.ca/envoyez_maxime_au_debats)

Inscrivez-vous à notre infolettre gratuite

Vous n'êtes pas membre du Parti populaire du Canada? Vous pouvez vous inscrire pour recevoir notre infolettre!

(Les membres du PPC n'ont pas besoin de s'inscrire, ils la reçoivent automatiquement.)

<input type="text"/>	SOUMETTRE
----------------------	------------------

PLATEFORME ÉLECTORALE 2019

Liberté d'expression : Protéger les Canadiens contre la censure et la discrimination

ACCUEIL (/) / PLATEFORME (/PLATEFORME)

/ LIBERTÉ D'EXPRESSION : PROTÉGER LES CANADIENS CONTRE LA CENSURE ET LA DISCRIMINATION

Enjeu

Sous le gouvernement Trudeau, les droits des Canadiens de détenir et d'exprimer librement leurs croyances s'érodent à une vitesse alarmante. Certaines de ses décisions récentes exigent même que les Canadiens renoncent à leurs convictions morales les plus profondes et expriment des opinions avec lesquelles ils ne sont pas d'accord.

En 2018, le gouvernement libéral a refusé de financer les emplois d'été des organisations, y compris des organismes de bienfaisance, qui ne signeraient pas d'attestation appuyant l'avortement. Il a également adopté le projet de loi C-16 dans le cadre d'un mouvement visant à forcer les Canadiens à exprimer leur appui à l'existence de différentes identités de genre au-delà des catégories biologiques homme et femme, et à utiliser les pronoms exigés par ceux qui s'identifient à ces autres genres.

Outre ces atteintes à la conscience, le gouvernement a lancé une série d'attaques réglementaires contre la liberté d'expression sur Internet et fait pression sur les entreprises de médias sociaux, qui censurent déjà des discours qui ne sont pas politiquement corrects, pour qu'elles exercent une répression encore plus sévère. Il envisage également de rétablir l'article 13 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*. Cette disposition relative aux propos haineux a

été abrogée par le gouvernement conservateur en 2013 parce qu'elle était utilisée arbitrairement pour censurer des déclarations jugées offensantes sur Internet par certaines personnes.

Dans ce qui semble être un premier pas vers la limitation de notre droit de critiquer certaines religions, il a adopté M-103, une motion qui condamne la discrimination religieuse mais ne mentionne spécifiquement qu'une religion, l'islam, et sans définir le terme « islamophobie ».

Enfin, sur les campus universitaires, un nombre croissant de professeurs et d'administrateurs – ceux-là même qui devraient défendre les débats ouverts sur des sujets controversés – sont devenus des partisans acharnés de la censure.

Faits

L'histoire et les recherches en sciences sociales montrent que la liberté de conscience et la liberté d'expression, quand elles sont protégées au maximum, font progresser la vie intellectuelle d'une nation, favorisent une plus grande diversité idéologique et la compréhension des autres points de vue, et soutiennent les autres libertés nécessaires au succès d'une démocratie.

C'est pourquoi l'article 2 de la *Charte canadienne des droits et libertés* garantit aux citoyens la liberté de conscience et de religion, ainsi que la liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication.

Notre plan

Ce que certaines personnes trouvent politiquement incorrect, offensant ou même haineux ne peut servir de fondement juridique à la discrimination et à la censure. Les Canadiens devraient pouvoir jouir d'un maximum de liberté de conscience et d'expression, comme le garantit l'article 2 de la *Charte*.

Un gouvernement du Parti populaire :

- Limitera la définition des propos haineux dans le *Code criminel* à ceux qui préconisent explicitement le recours à la force contre des groupes identifiables ou des personnes en fonction de critères protégés tels que la religion, la race, l'origine ethnique, le sexe ou l'orientation sexuelle.
- Abrogera toute loi ou réglementation existante restreignant la liberté d'expression sur Internet et empêchera le rétablissement de l'article 13 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*.
- Abrogera C-16 et M-103.
- Veillera à ce que les Canadiens puissent exercer pleinement leur liberté de conscience conformément à la *Charte* et ne fassent pas l'objet de discrimination en raison de leurs convictions morales.
- Privera de financement fédéral tout établissement d'enseignement postsecondaire qui violerait la liberté d'expression de ses étudiants ou de ses professeurs.

Imprimer la version PDF : [Recto](#)

(https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/2918/attachments/original/1563022495/free_speech_FR_front.pdf?1563022495) / [Verso](#)

(https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/2918/attachments/original/1563022466/free_speech_FR_back.pdf?1563022466)



SIGNEZ CETTE PÉTITION
POUR EXIGER QUE **MAXIME BERNIER**
PARTICIPE AUX **DÉBATS DES CHEFS**

(https://www.partipopulaireducanada.ca/envoyez_maxime_au_debats)

Inscrivez-vous à notre infolettre gratuite

Vous n'êtes pas membre du Parti populaire du Canada? Vous pouvez vous inscrire pour recevoir notre infolettre!

(Les membres du PPC n'ont pas besoin de s'inscrire, ils la reçoivent automatiquement.)

<input type="text"/>	SOUMETTRE
----------------------	------------------

PLATEFORME ÉLECTORALE 2019

Politique étrangère : Se concentrer sur la sécurité et la prospérité des Canadiens

ACCUEIL (/) / PLATEFORME (/PLATEFORME)

/ POLITIQUE ÉTRANGÈRE : SE CONCENTRER SUR LA SÉCURITÉ ET LA PROSPÉRITÉ DES CANADIENS

Enjeu

La priorité exclusive du gouvernement du Canada sur la scène internationale devrait être de gérer nos relations avec les autres pays afin de protéger et de promouvoir les intérêts des Canadiens. Malheureusement, ce n'est pas ce qui se passe.

La tendance est de plus en plus à diluer la souveraineté nationale et à favoriser une coordination internationale accrue des politiques, ainsi que la redistribution de la richesse des pays riches vers les pays pauvres, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Au Canada, cette vision mondialiste a été fortement promue par Justin Trudeau, qui croit que nous sommes un « État post-national » sans « identité fondamentale ».

Au cours des dernières années, le Canada a signé de nombreux traités, accords et pactes de l'ONU portant sur des questions allant du réchauffement planétaire à la migration et au développement durable, qui nous lient à ce programme mondialiste corrosif.

Pendant ce temps, alors que notre dette nationale continue d'augmenter, le gouvernement libéral consacre de plus en plus de ressources à régler les problèmes sociaux et économiques d'autres pays. Il dépense des milliards de dollars chaque année pour aider des pays d'Afrique et d'Asie à construire des routes, à éduquer les enfants et à réduire leurs émissions de CO₂. Il prévoit dépenser 1,4 milliard de dollars par an pour offrir des services d'avortement et de santé reproductive aux femmes des pays en développement.

Faits

L'ONU est une organisation dysfonctionnelle dans laquelle les pays non démocratiques, en raison de leur grand nombre, ont le plus d'influence. Cela conduit à des situations ridicules. Par exemple, plusieurs des États membres du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies figurent parmi ceux qui violent le plus les droits de la personne au monde. Le Canada, qui n'est qu'une voix sur près de 200, n'a aucun intérêt à voir l'ONU devenir un quasi gouvernement mondial plus puissant.

Il n'y a pas d'argument moral ou fondé sur l'efficacité économique convaincant pour soutenir l'aide au développement. Les pays qui restent pauvres sont ceux où les gouvernements répriment encore l'initiative privée. Jusqu'à ce qu'ils libéralisent leur économie et libèrent leurs citoyens, aucune aide au développement ne résoudra leurs problèmes. Au contraire, cela crée un cycle de dépendance et aide souvent ces gouvernements autoritaires à rester au pouvoir.

Notre plan

Le Canada a besoin d'une politique étrangère fondée sur le bon sens et axée sur la sécurité et la prospérité des Canadiens, et non d'une approche idéologique mettant en péril nos intérêts.

Un gouvernement du Parti populaire :

- Continuera de travailler en étroite collaboration avec nos alliés pour maintenir un ordre international pacifique, mais ne se mêlera pas de conflits étrangers à moins d'avoir un intérêt stratégique crucial à le faire.
- Donnera la priorité aux relations avec notre principal partenaire commercial et de défense, et collaborera avec l'administration Trump, ou tout autre occupant de la Maison-Blanche, afin de renforcer notre amitié et notre coopération.
- Se retirera de toutes les ententes sous l'égide de l'ONU, y compris le Pacte mondial sur les migrations et l'Accord de Paris sur les changements climatiques, qui menacent notre souveraineté, et réduira à un strict minimum notre présence dans les institutions de l'ONU.
- Libéralisera les échanges commerciaux avec autant de pays que possible, tout en assurant notre sécurité et en protégeant notre économie de la menace d'investisseurs étrangers potentiellement hostiles.
- Économisera des milliards de dollars en supprimant progressivement l'aide au développement et concentrera l'aide internationale canadienne exclusivement sur l'action humanitaire d'urgence dans des cas tels que les crises sanitaires, les conflits majeurs et les catastrophes naturelles.

Imprimer la version PDF : [Recto](#)

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/2904/attachments/original/1563022388/foreign_policy_FR_front.pdf?1563022388 / **[Verso](#)**

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/2904/attachments/original/1563022381/foreign_policy_FR_back.pdf?1563022381

SIGNEZ CETTE PÉTITION

POUR EXIGER QUE **MAXIME BERNIER**
PARTICIPE AUX **DÉBATS DES CHEFS**



(https://www.partipopulaireducanada.ca/envoyez_maxime_au_debats)

Inscrivez-vous à notre infolettre gratuite

Vous n'êtes pas membre du Parti populaire du Canada? Vous pouvez vous inscrire pour recevoir notre infolettre!

(Les membres du PPC n'ont pas besoin de s'inscrire, ils la reçoivent automatiquement.)

<input type="text"/>	SOUMETTRE
----------------------	------------------

PLATEFORME ÉLECTORALE 2019

Réchauffement planétaire et environnement : Rejeter l'alarmisme et se concentrer sur des améliorations concrètes

ACCUEIL (/) / PLATEFORME (/PLATEFORME)

/ RÉCHAUFFEMENT PLANÉTAIRE ET ENVIRONNEMENT : REJETER L'ALARMISME ET SE CONCENTRER SUR DES AMÉLIORATIONS CONCRÈTES

Enjeu

Le gouvernement libéral dépense des milliards de dollars ici et à l'étranger pour lutter contre le réchauffement planétaire – que l'on préfère maintenant appeler « changement climatique » pour inclure n'importe quel événement météorologique naturel et son contraire.

Afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, il a imposé des taxes et d'innombrables règlements, il subventionne des « technologies vertes » inefficaces et coûteuses, et bloque le développement des ressources pétrolières essentielles à notre prospérité.

Il est indéniable que le climat mondial a toujours changé et continuera de changer. Jusqu'à il y a douze mille ans, une grande partie du Canada était recouverte de glace, et c'est grâce au changement climatique naturel que nous pouvons aujourd'hui vivre ici.

Il n'existe cependant aucun consensus scientifique sur la théorie disant que le CO₂ produit par l'activité humaine est la cause d'un réchauffement planétaire dangereux ou le sera dans l'avenir, et que le monde est confronté à des catastrophes environnementales si ces émissions ne sont pas réduites de manière draconienne. De nombreux scientifiques renommés continuent de contester cette théorie.

Le débat politique sur le réchauffement n'est plus fondé sur la science. Il a été détourné par les partisans d'un gouvernement interventionniste qui utilisent des techniques de propagande grossières pour imposer leurs vues. Ils ridiculisent et harcèlent publiquement quiconque exprime des doutes. Ils exagèrent les faits afin d'effrayer les gens. Ils manipulent même les enfants dans les écoles en les incitant à faire pression sur leurs parents et à manifester dans la rue.

Faits

L'alarmisme climatique est basé sur des modèles imparfaits qui n'ont jamais réussi à prédire correctement l'avenir. Aucune des prédictions cataclysmiques faites depuis les années 1970 ne s'est réalisée. Pas de nouvelle ère glaciaire. Pas de réchauffement constant en relation directe avec l'augmentation des niveaux de CO₂. Pas de disparition des calottes polaires. Pas de hausse exceptionnelle du niveau des océans. Aucune augmentation anormale des événements météorologiques catastrophiques. Pas d'effondrement de l'agriculture et de famine généralisée.

En fait, le CO₂ est bénéfique pour l'agriculture et il y a récemment eu un « verdissement » mesurable du monde en partie grâce à des niveaux plus élevés. Malgré ce que prétend la propagande sur le réchauffement, le CO₂ n'est pas un polluant. C'est un ingrédient essentiel à la vie sur Terre et nécessaire à la croissance des plantes.

Notre plan

Compte tenu des incertitudes entourant les fondements scientifiques du réchauffement et des coûts énormes certains des mesures conçues pour le combattre, il n'y a aucune raison impérieuse de compromettre notre prospérité en augmentant l'intervention gouvernementale sur ce plan.

Un gouvernement du Parti populaire :

- Se retirera de l'Accord de Paris et abandonnera les objectifs irréalistes de réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- Cessera d'envoyer des milliards de dollars aux pays en développement pour les aider à réduire leurs émissions.
- Abolira la taxe sur le carbone du gouvernement libéral et laissera les gouvernements provinciaux adopter des programmes de réduction des émissions s'ils le souhaitent.
- Abolira les subventions aux technologies vertes et laissera les acteurs privés développer des alternatives rentables et efficaces.
- Investira dans des stratégies d'adaptation si des problèmes résultent d'un changement climatique naturel.
- Priorisera la mise en œuvre de solutions pratiques pour rendre l'air, l'eau et les sols plus propres au Canada, y compris en s'assurant que les communautés éloignées des Premières Nations aient accès à de l'eau potable.

Imprimer la version PDF : [Recto](#)

(https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/2683/attachments/original/1559764640/policy_globalwarming_front_FR.pdf?1559764640) / [Verso](#)

(https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/2683/attachments/original/1568054894/policy_globalwarming_back_FR.pdf?1568054894)



SIGNEZ CETTE PÉTITION
POUR EXIGER QUE **MAXIME BERNIER**
PARTICIPE AUX **DÉBATS DES CHEFS**

The banner features a profile photograph of Maxime Bernier on the right side, set against a dark blue background with a red border. The text is in white and red, with 'MAXIME BERNIER' and 'DÉBATS DES CHEFS' in bold.

(https://www.partipopulaireducanada.ca/envoyez_maxime_au_debats)

Inscrivez-vous à notre infolettre gratuite

Vous n'êtes pas membre du Parti populaire du Canada? Vous pouvez vous inscrire pour recevoir notre infolettre!

(Les membres du PPC n'ont pas besoin de s'inscrire, ils la reçoivent automatiquement.)

<input type="text"/>	SOUMETTRE
----------------------	------------------

PLATEFORME ÉLECTORALE 2019

Gestion de l'offre : Rendre les œufs, la volaille et les produits laitiers plus abordables

ACCUEIL (/) / PLATEFORME (/PLATEFORME)

/ GESTION DE L'OFFRE : RENDRE LES ŒUFS, LA VOLAILLE ET LES PRODUITS LAITIERS PLUS ABORDABLES

Enjeu

La gestion de l'offre est un cartel imposé par le gouvernement qui maintient les prix des produits laitiers, de la volaille et des œufs artificiellement élevés en contrôlant la production, en empêchant les importations, en fixant les prix et en interdisant la concurrence sur le marché.

Le système oblige les producteurs à acheter des quotas leur permettant de produire une quantité déterminée. Par exemple, obtenir le droit de traire une vache coûte entre 20 000 \$ et 40 000 \$. Il empêche les importations en imposant des droits de douane exorbitants allant de 150 % pour les œufs à 300 % pour le beurre. Parce que notre marché est fermé à la plupart des importations, nos agriculteurs ne sont pas autorisés à exporter leurs produits.

La gestion de l'offre a des répercussions négatives sur d'autres secteurs de notre économie. Les entreprises des secteurs de la transformation et de la préparation des aliments, comme les restaurants, sont obligées de payer davantage pour des produits de base et sont donc moins compétitives.

Bien qu'ils ne représentent qu'environ 10 % de toutes les fermes canadiennes, les agriculteurs sous gestion de l'offre constituent l'un des lobbies les plus influents à Ottawa. Lorsque le Canada négocie des accords de libre-échange avec d'autres pays, la protection du système finit toujours par être au centre des discussions. Le Canada aurait pu obtenir une meilleure entente

lors des négociations avec les États-Unis et le Mexique en vue du renouvellement de l'ALÉNA si nous avons mis la gestion de l'offre sur la table, comme le demandait le gouvernement américain.

Afin de satisfaire un petit mais puissant lobby, nous limitons le développement d'autres entreprises et empêchons la création de milliers d'emplois dans ces autres secteurs.

Faits

Selon l'OCDE, les consommateurs canadiens ont dû déboursier 3,6 milliards \$ de plus chaque année entre 2011 et 2015 pour tous les produits sous gestion de l'offre.

Une étude réalisée par des économistes de l'Université du Manitoba a montré que le système impose un fardeau financier de 339 \$ par an aux 20 % des ménages canadiens les plus pauvres, ce qui équivaut à une taxe de 2,3 % sur leurs revenus.

La valeur « marchande » des quotas était estimée à 35 milliards \$ en 2016. Mais ce n'est pas ce qu'il en coûterait au gouvernement de les racheter s'il décidait de supprimer le système. La valeur comptable des quotas après amortissement constituerait la base de la compensation. Les agriculteurs qui les ont achetés récemment se verraient rembourser un montant proche de la valeur marchande, tandis que ceux qui les ont achetés à des prix inférieurs il y a plusieurs années obtiendraient moins, et ceux qui les ont obtenus gratuitement ne toucheraient rien. Le Conference Board du Canada a estimé qu'un tel rachat coûterait entre 3,6 et 4,7 milliards \$ au total.

Notre plan

Le système de gestion de l'offre est inefficace et fondamentalement inéquitable envers les consommateurs, les agriculteurs et les autres secteurs de notre économie.

Un gouvernement du Parti populaire :

- Mettra en place un système **libre**, ouvert et **équitable** qui fera économiser des milliards de dollars chaque année aux Canadiens grâce aux prix plus bas qu'ils paieront pour ces produits.
- Supprimera progressivement le système de gestion de l'offre sur plusieurs années afin de permettre aux agriculteurs de s'adapter et les compensera pour la perte de valeur de leurs quotas.
- Permettra aux producteurs de lait, d'œufs et de volaille du Canada de prospérer et de vendre leurs produits à l'étranger.

Imprimer la version PDF : Recto

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/2605/attachments/original/1559239850/policy_supplymanagement_front_FR.pdf?1559239850 / Verso

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/2605/attachments/original/1559239847/policy_supplymanagement_back_FR.pdf?1559239847

Vous pouvez télécharger [ici](#)

(https://fr.maximebernier.com/mon_chapitre_sur_la_gestion_de_l_offre) le texte complet du chapitre sur la gestion de l'offre, rendu public en avril 2018, du livre de Maxime Bernier Faire de la politique autrement : Ma vision du Canada, dont la publication a été reportée indéfniment.

A banner with a dark blue background and a red border. On the right side, there is a profile photograph of Maxime Bernier in a suit. The text on the left is in white and red. The text reads: "SIGNEZ CETTE PÉTITION" in red, "POUR EXIGER QUE MAXIME BERNIER" in white, and "PARTICIPE AUX DÉBATS DES CHEFS" in white.

SIGNEZ CETTE PÉTITION
POUR EXIGER QUE **MAXIME BERNIER**
PARTICIPE AUX **DÉBATS DES CHEFS**

(https://www.partipopulaireducanda.ca/envoyez_maxime_au_debats)

Inscrivez-vous à notre infolettre gratuite

Vous n'êtes pas membre du Parti populaire du Canada? Vous pouvez vous inscrire pour recevoir notre infolettre!

(Les membres du PPC n'ont pas besoin de s'inscrire, ils la reçoivent automatiquement.)

<input type="text"/>	SOUMETTRE
----------------------	------------------

PLATEFORME ÉLECTORALE 2019

Commerce intérieur : Éliminer les barrières au commerce interprovincial

ACCUEIL (/) / PLATEFORME (/PLATEFORME)

/ COMMERCE INTÉRIEUR : ÉLIMINER LES BARRIÈRES AU COMMERCE INTERPROVINCIAL

Enjeu

Plus d'un siècle et demi après la fondation du Canada, les Canadiens ne peuvent toujours pas acheter, vendre ou travailler librement dans leur propre pays. Afin de protéger des clientèles locales, les gouvernements provinciaux ont adopté toutes sortes de mesures qui érigent des obstacles au commerce et à la mobilité de la main-d'œuvre.

Des biens tels que l'alcool et les produits agricoles ne peuvent être vendus d'une province à l'autre en raison de monopoles ou de réglementations gouvernementales. Les infirmières, les comptables ou les ingénieurs ont du mal à trouver du travail dans une autre province parce que leurs compétences ne sont pas automatiquement reconnues. Les règles de sécurité varient d'une province à l'autre.

Dans certains cas, il est plus facile pour une entreprise canadienne de vendre son produit dans un autre pays que dans une autre province ou un autre territoire. Cela entrave la concurrence et freine la croissance des entreprises. Les consommateurs canadiens sont donc obligés de payer davantage pour des biens et services.

Ce n'est pas ce que les Pères de la Confédération avaient prévu. L'article 121 de la Constitution stipule que les biens doivent être « admis en franchise dans chacune des autres provinces ». Toutefois, dans la cause *Comeau* en 2018, la Cour suprême a statué que les mesures qui ont

pour effet de limiter les échanges ne sont inconstitutionnelles que s'il peut être démontré que c'est là leur « objectif principal ». Ce niveau de preuve serait extrêmement difficile à établir dans la plupart des cas.

Faits

L'Accord sur le commerce intérieur de 1994 négocié entre Ottawa, les provinces et les territoires n'a pas réussi à éliminer les obstacles. Son successeur, l'Accord de libre-échange canadien, est entré en vigueur en 2017, mais près de la moitié de ses 345 pages contiennent des exceptions et des mesures de retrait, ce qui le rend inefficace.

D'un point de vue économique, les barrières interprovinciales ont le même effet que les tarifs douaniers appliqués aux importations d'autres pays. Selon une étude récente de Statistique Canada, le niveau des échanges commerciaux au Canada correspond à ce qui se passerait si chaque province imposait un droit de douane de 7 % sur les « importations » de biens et services en provenance d'autres provinces.

Une étude de 2016 publiée dans la *Revue canadienne d'économique* a conclu que les obstacles au commerce interprovincial coûtent annuellement aux Canadiens environ 100 milliards \$ en pertes économiques. Cela équivaut à la somme stupéfiante de 7 500 \$ par ménage chaque année.

Notre plan

Libérer notre économie de ces barrières au commerce interprovincial aiderait les familles et les entreprises. Cela augmenterait également la concurrence, ferait croître la productivité et unirait notre pays.

Un gouvernement du Parti populaire :

- Réaffirmera l'autorité et le leadership du gouvernement fédéral en matière de commerce intérieur.
- Recourra au paragraphe 91(2) de la Constitution, qui confère à Ottawa le pouvoir exclusif de légiférer relativement au commerce international et interprovincial, pour forcer les provinces à appliquer le principe de la reconnaissance mutuelle, là où c'est possible. Ce principe signifie que si un travailleur, un produit ou un service est conforme aux normes réglementaires d'une province, les autres provinces tiendront pour acquis qu'il respecte aussi leurs propres normes.
- Nommera un ministre du Commerce intérieur dont la seule responsabilité sera de mener des études, sensibiliser le public, contrecarrer l'influence des intérêts particuliers bénéficiant des obstacles entre les provinces et faire pression sur les gouvernements provinciaux pour qu'ils les éliminent.

Imprimer la version PDF : [Recto](#)

<https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/2605/attachments/original>

[/1559239845/policy_internaltrade_front_FR.pdf?1559239845](#) / [Verso](#)

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/2605/attachments/original/1559239835/policy_internaltrade_back_FR.pdf?1559239835

A banner with a dark blue background and a red border. On the right side, there is a profile photograph of Maxime Bernier in a dark suit and tie. On the left side, the text is written in white and red. The text reads: "SIGNEZ CETTE PÉTITION" in red, "POUR EXIGER QUE" in white, "MAXIME BERNIER" in white and bold, and "PARTICIPE AUX DÉBATS DES CHEFS" in white.

SIGNEZ CETTE PÉTITION
POUR EXIGER QUE **MAXIME BERNIER**
PARTICIPE AUX DÉBATS DES CHEFS

https://www.partipopulaireducanada.ca/envoyez_maxime_au_debats

Inscrivez-vous à notre infolettre gratuite

Vous n'êtes pas membre du Parti populaire du Canada? Vous pouvez vous inscrire pour recevoir notre infolettre!

(Les membres du PPC n'ont pas besoin de s'inscrire, ils la reçoivent automatiquement.)

<input type="text"/>	SOUMETTRE
----------------------	------------------

PLATEFORME ÉLECTORALE 2019

Santé : Donner aux provinces les incitations pour réduire les listes d'attente et les coûts

ACCUEIL (/) / PLATEFORME (/PLATEFORME)

/ SANTÉ : DONNER AUX PROVINCES LES INCITATIONS POUR RÉDUIRE LES LISTES D'ATTENTE ET LES COÛTS

Enjeu

Le système de santé public canadien a la particularité douteuse d'avoir les pires temps d'attente de tous les pays développés. Les coûts des soins de santé augmentent à un rythme insoutenable, exerçant une pression financière accrue sur les budgets des gouvernements provinciaux. La situation va probablement empirer avec le vieillissement de la population.

Les soins de santé sont une compétence exclusive des provinces. Cependant, le gouvernement fédéral insiste depuis des années pour que les provinces remplissent une série de conditions énoncées dans la *Loi canadienne sur la santé* en échange de paiements de transfert. Ces conditions découragent l'innovation. En outre, l'argent ne finance pas directement les services de santé. Il est simplement ajouté aux budgets des provinces et celles-ci décident où et comment elles le dépensent.

Toute cette confusion et cette ingérence induite donnent lieu à des querelles entre Ottawa et les provinces quant à savoir qui est responsable des défaillances de notre système de santé et combien d'argent Ottawa devrait contribuer. Cela empêche la mise en œuvre de réformes appropriées.

Faits

Le Canada fait partie des pays de l'OCDE qui dépensent le plus en santé. Les transferts en santé d'Ottawa vers les provinces ont doublé depuis 2006, passant de 20 milliards \$ à 40 milliards \$ en 2019-2020, sans résultats apparents.

Le problème fondamental est que nous sommes le seul pays développé où le gouvernement détient le monopole des soins médicalement requis. Tous les autres pays de l'OCDE ont des systèmes mixtes privé-public et (à l'exception des États-Unis) des systèmes universels garantissant l'égalité d'accès des citoyens.

Les patients de ces pays ont beaucoup plus de choix que les Canadiens. Ils peuvent être traités dans des hôpitaux publics ou privés, le gouvernement ou leur assurance privée payant pour le traitement. Les temps d'attente sont inexistantes ou très courts et personne ne se voit refuser des soins en raison d'un faible revenu.

Notre plan

Il incombe aux provinces de mettre en œuvre des réformes qui s'apparentent aux systèmes universels mixtes plus efficaces et moins coûteux des autres pays développés. Jeter encore plus d'argent du fédéral sur le problème n'est pas la bonne approche. Au contraire, cela fait partie du problème. Les gouvernements provinciaux ne prendront jamais les décisions difficiles s'ils peuvent toujours reprocher à Ottawa de ne pas envoyer assez d'argent. Nous devons mettre fin à la confusion actuelle concernant qui fait quoi et qui est responsable du problème.

Un gouvernement du Parti populaire :

- Remplacera les paiements en argent du Transfert canadien en matière de santé par un transfert permanent de points d'impôt d'une valeur équivalente aux provinces et aux territoires afin de leur fournir une source de revenus stable. En pratique, Ottawa abandonnera sa taxe sur les produits et services (TPS) et laissera les gouvernements provinciaux et territoriaux occuper cet espace fiscal. En 2019-2020, la TPS devrait générer des revenus de 40 milliards de dollars, soit le même montant actuellement transféré par Ottawa.
- Mettra en place un programme temporaire d'indemnisation des provinces les plus pauvres dont les revenus tirés de la taxe seront inférieurs aux paiements de transfert qu'elles recevaient auparavant.
- Créera les conditions permettant aux gouvernements des provinces et territoires d'innover. Ils seront entièrement **responsables** du financement et de la gestion des soins de santé et devront rendre des comptes à leurs citoyens, pendant qu'Ottawa **respectera** la Constitution et mettra fin à ses intrusions.

Imprimer la version PDF : [Recto](#)

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/2605/attachments/original/1559239834/policy_healthcare_front_FR.pdf?1559239834 / [Verso](#)

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/2605/attachments/original/1559239825/policy_healthcare_back_FR.pdf?1559239825

SIGNEZ CETTE PÉTITION

POUR EXIGER QUE **MAXIME BERNIER**
PARTICIPE AUX **DÉBATS DES CHEFS**



(https://www.partipopulaireducanada.ca/envoyez_maxime_au_debats)

Inscrivez-vous à notre infolettre gratuite

Vous n'êtes pas membre du Parti populaire du Canada? Vous pouvez vous inscrire pour recevoir notre infolettre!

(Les membres du PPC n'ont pas besoin de s'inscrire, ils la reçoivent automatiquement.)

<input type="text"/>	SOUMETTRE
----------------------	------------------

PLATEFORME ÉLECTORALE 2019

Armes à feu : Respecter les propriétaires légitimes et cibler les criminels

ACCUEIL (/) / PLATEFORME (/PLATEFORME)

/ ARMES À FEU : RESPECTER LES PROPRIÉTAIRES LÉGITIMES ET CIBLER LES CRIMINELS

Enjeu

L'utilisation légale des armes à feu a toujours fait partie de la tradition et de la culture canadiennes. Aujourd'hui, plus de 2 millions de chasseurs, éleveurs, trappeurs, agriculteurs, tireurs à la cible, tireurs récréatifs et collectionneurs possèdent légalement des armes à feu dans notre pays.

Cependant, bien que ces Canadiens soient exceptionnellement respectueux des lois et constituent le segment le plus hautement surveillé de notre population, la législation existante sur les armes à feu les cible injustement, ne respecte pas leurs droits de propriété et est très arbitraire.

Faits

En 1995, le projet de loi C-68 a créé la *Loi sur les armes à feu*, la loi sur le contrôle des armes la plus stricte de l'histoire du Canada. Son élément le plus controversé, la création d'un registre des armes d'épaule, a été abrogé en 2012.

La loi continue de classer les armes à feu dans différentes catégories pour des raisons qui n'ont souvent rien à voir avec leur fonction. Une nouvelle classification peut également être attribuée selon la volonté d'un bureaucrate. Ce qui est légal un jour peut devenir illégal le lendemain.

En vertu du système de permis que prévoit la loi, la possession d'armes à feu est devenue un privilège qui peut être révoqué ou modifié à tout moment. Les propriétaires légitimes d'armes à feu peuvent perdre leurs biens et même voir leur vie ruinée en raison de poursuites pénales engagées du fait de leur inaction (parce qu'ils ne mettent pas leurs documents à jour) ou en raison de changements arbitraires dans la loi.

Notre plan

La législation canadienne sur les armes à feu doit protéger la société contre l'utilisation criminelle des armes à feu et accorder la priorité à la dissuasion et à la punition des criminels.

Les propriétaires légitimes d'armes à feu méritent un cadre juridique qui protège leurs droits de propriété et les traite avec **équité** et **respect**. Nous avons besoin d'une approche sensée du contrôle des armes à feu qui favorise la sécurité tout en éliminant la menace de poursuites pénales arbitraires.

Un gouvernement du Parti populaire :

- Remplacera la *Loi sur les armes à feu* et la réglementation qui s'y rapporte par une nouvelle loi qui donnera la priorité à des mesures efficaces pour améliorer la sécurité publique et lutter contre le crime au Canada.
- Remplacera le système lourd et coûteux de délivrance des permis par un système efficace d'autorisation d'acquisition à vie pour les propriétaires d'armes à feu, après examen obligatoire, formation à la sécurité et tests. Pour éviter de criminaliser les propriétaires légitimes d'armes à feu et garantir leurs droits de propriété, ce système légalisera la possession simple d'armes par des Canadiens certifiés, aussi longtemps qu'ils utilisent leurs armes légalement et ne commettent pas d'autres crimes qui les empêcheraient de posséder des armes.
- Exigera que la classification des armes à feu soit basée sur la fonction et non sur l'apparence ou des caprices politiques arbitraires, et retirera les restrictions inefficaces qui ciblent de façon injuste les tireurs sportifs sans avoir d'effet dissuasif sur les criminels.
- S'assurera que toutes modifications futures à la réglementation des armes à feu soient effectuées uniquement par le Parlement. Cela signifie que ni la GRC, ni le Conseil des ministres, ne pourront modifier les conditions d'utilisation pour les propriétaires d'armes à feu sans l'approbation du Parlement.

Imprimer la version PDF : [Recto](#)

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/2605/attachments/original/1559239825/policy_firearms_front_FR.pdf?1559239825 / [Verso](#)

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/2605/attachments/original/1559239814/policy_firearms_back_FR.pdf?1559239814

SIGNEZ CETTE PÉTITION

POUR EXIGER QUE **MAXIME BERNIER**
PARTICIPE AUX **DÉBATS DES CHEFS**



(https://www.partipopulaireducanada.ca/envoyez_maxime_au_debats)

Inscrivez-vous à notre infolettre gratuite

Vous n'êtes pas membre du Parti populaire du Canada? Vous pouvez vous inscrire pour recevoir notre infolettre!

(Les membres du PPC n'ont pas besoin de s'inscrire, ils la reçoivent automatiquement.)

<input type="text"/>	SOUMETTRE
----------------------	------------------

PLATEFORME ÉLECTORALE 2019

Péréquation : L'équité pour toutes les provinces

ACCUEIL (/) / PLATEFORME (/PLATEFORME)

/ PÉRÉQUATION : L'ÉQUITÉ POUR TOUTES LES PROVINCES

Enjeu

À ses débuts, en 1957, le programme de péréquation avait une noble intention : faire en sorte que tous les Canadiens aient accès à un niveau de services similaire de la part de leur gouvernement provincial, qu'ils vivent dans des provinces plus riches ou plus pauvres. La péréquation était vue comme un moyen d'unifier le pays.

Malheureusement, ce n'est pas ce qui s'est passé. Le programme est injuste et inefficace, à la fois pour les citoyens des provinces les plus riches qui ne reçoivent pas de paiements de péréquation comme l'Alberta et la Saskatchewan – dont les économies sont affectées par le ralentissement du secteur pétrolier – et pour les citoyens des provinces qui en reçoivent depuis des décennies (Manitoba, Québec, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard), parce que cela maintient ces provinces dans une situation de dépendance et de sous-développement.

Les paiements de péréquation encouragent les provinces bénéficiaires à maintenir un secteur public imposant, à garder les impôts élevés et à intervenir davantage dans leur économie, ce qui fait fuir les investissements et réduit l'emploi et la productivité. Elles ne disposent pas des incitations appropriées pour rendre leur économie plus compétitive et développer leurs ressources naturelles, car une croissance accrue du secteur privé entraînera une réduction des paiements de péréquation. C'est une trappe à pauvreté.

Faits

Les paiements de péréquation ont été introduits pour la première fois en 1957. La *Loi constitutionnelle* de 1982 comprend un « engagement de principe » envers la péréquation formulé en termes vagues, l'objectif étant de veiller à ce que les provinces disposent « des revenus suffisants pour les mettre en mesure d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparables ».

En 2019-2020, le programme de péréquation transférera près de 20 milliards \$. Le Québec recevra 13 milliards \$, le Manitoba 2,3 milliards \$, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse 2 milliards \$ chacun et l'Île-du-Prince-Édouard 419 millions \$. Les gouvernements de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan, de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Ontario ne recevront aucun versement. Selon la formule actuelle, le montant total des paiements de péréquation augmente constamment, en fonction du PIB nominal, et cela même lorsque les écarts de richesse diminuent entre les provinces.

Notre plan

Les provinces ne devraient pas recevoir de paiements de péréquation pendant des décennies, tout comme les individus ne devraient pas recevoir de chèques d'aide sociale toute leur vie. Il est temps de cesser de récompenser les gouvernements provinciaux de ne pas adopter de meilleures politiques économiques.

La Constitution n'engage pas le gouvernement fédéral à dépenser 20 milliards \$ par an en péréquation; ne prescrit aucune formule spécifique; et ne définit pas ce que « sensiblement comparables » signifie.

Un gouvernement du Parti populaire :

- Réduira le montant total des paiements de péréquation aux provinces et s'assurera que seules les provinces avec les besoins les plus grands en bénéficient.
- Mettra sur pied un comité parlementaire chargé de revoir la formule actuelle et d'en proposer une nouvelle qui évitera la trappe à pauvreté et donnera aux provinces plus pauvres les bonnes incitations à adopter des politiques économiques favorables à la croissance et à réduire leur dépendance envers les fonds fédéraux.
- S'assurera que la nouvelle formule **respecte** notre Constitution, **responsabilise** les gouvernements provinciaux et est **équitable** envers les citoyens de toutes les provinces.

Imprimer la version PDF : Recto

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/2605/attachments/original/1559239814/policy_equalization_front_FR.pdf?1559239814 / Verso

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maximebernier/pages/2605/attachments/original/1559239809/policy_equalization_back_FR.pdf?1559239809

SIGNEZ CETTE PÉTITION

POUR EXIGER QUE **MAXIME BERNIER**
PARTICIPE AUX **DÉBATS DES CHEFS**



(https://www.partipopulaireducanada.ca/envoyez_maxime_au_debats)

Inscrivez-vous à notre infolettre gratuite

Vous n'êtes pas membre du Parti populaire du Canada? Vous pouvez vous inscrire pour recevoir notre infolettre!

(Les membres du PPC n'ont pas besoin de s'inscrire, ils la reçoivent automatiquement.)

<input type="text"/>	SOUMETTRE
----------------------	------------------